



**Commission de l'économie  
et du travail**

**Mandat de surveillance d'organismes  
à l'égard des sociétés Innovatech Québec  
et Chaudière–Appalaches, Sud du Québec,  
Régions ressources et Grand Montréal**

Rapport final  
Mars 2003

Publié par le Secrétariat des commissions  
Édifice Pamphile-Le May  
Bureau 3.34  
Québec (Québec)  
G1A 1A3

Pour tout renseignement sur les travaux de la Commission de l'économie et du travail, veuillez vous adresser à la secrétaire de la Commission, Mme Nancy Ford, à l'adresse ci-dessus ou encore :

Téléphone : (418) 643-2722  
Télécopieur : (418) 643-0248  
Courriel : nford@assnat.qc.ca

Ce document est également disponible dans le site Internet de l'Assemblée nationale :

<http://www.assnat.qc.ca/fra/publications>

Rédaction : M. Richard L'Hérault, recherchiste de la Commission  
Direction des études documentaires  
Assemblée nationale

Édition : Mme Nancy Ford

Secrétariat : Mme Madeleine Lévesque

ISBN 2-550-40648-6  
Dépôt légal - Bibliothèque nationale du Québec, mars 2003

Québec, le 4 mars 2003

Madame Louise Harel  
Présidente de l'Assemblée nationale  
Hôtel du Parlement  
Bureau 1.30  
Québec (Québec) G1A 1A4

Madame la Présidente,

Il me fait plaisir de présenter le rapport de la Commission de l'économie et du travail qui a procédé au cours des derniers mois à un mandat de surveillance d'organismes à l'égard des sociétés Innovatech Québec et Chaudière–Appalaches, Sud du Québec, Régions ressources et Grand Montréal.

Les conclusions et recommandations contenues dans ce rapport ont été adoptées à l'unanimité par les membres de la Commission.

Veillez agréer, Madame la Présidente, l'expression de mes sentiments distingués.

MATTHIAS RIOUX



Commission de l'économie et du travail

Mandat de surveillance

MANDAT DE SURVEILLANCE D'ORGANISMES  
À L'ÉGARD DES SOCIÉTÉS INNOVATECH  
QUÉBEC ET CHAUDIÈRE-APPALACHES,  
SUD DU QUÉBEC, RÉGIONS RESSOURCES  
ET GRAND MONTRÉAL

Rapport final

Mars 2003

## LES MEMBRES DE LA COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

### **Le président**

M. Matthias Rioux (Matane) P.Q.

### **Le vice-président**

M. Christos Sirros (Laurier-Dorion) P.L.Q.

### **Les membres**

Mme Diane Barbeau (Vanier) P.Q.

M. Claude Béchard (Kamouraska-Témiscouata) P.L.Q.

M. Stéphane Bédard (Chicoutimi) P.Q.

M. Michel Côté (La Peltrie) P.Q.

M. Rémy Désilets (Maskinongé) P.Q.

M. François Gaudreau (Vimont) A.D.Q.

M. Robert Kieffer (Groulx) P.Q.

M. Guy Lelièvre (Gaspé) P.Q.

M. Normand Poulin (Beauce-Nord) P.L.Q.

M. André Tranchemontagne (Mont-Royal) P.L.Q.

Secrétaire de la Commission : Mme Nancy Ford  
Recherchiste : M. Richard L'Hérault  
Agente de secrétariat : Mme Madeleine Lévesque

## TABLE DES MATIÈRES

<b>1</b>	<b>LE CAPITAL DE RISQUE AU QUÉBEC</b> .....	<b>1</b>
1.1	Vue d'ensemble .....	1
1.2	Les principales sociétés de capital de risque.....	5
<b>2</b>	<b>LES SOCIÉTÉS INNOVATECH</b> .....	<b>8</b>
2.1	Historique des sociétés Innovatech.....	8
<b>3</b>	<b>LA SOCIÉTÉ INNOVATECH DU GRAND MONTRÉAL</b> .....	<b>9</b>
3.1	Mission .....	9
3.2	Revue de l'exploitation.....	10
<b>4</b>	<b>LA SOCIÉTÉ INNOVATECH RÉGIONS RESSOURCES</b> .....	<b>11</b>
4.1	Mission .....	11
4.2	Revue de l'exploitation.....	12
<b>5</b>	<b>LA SOCIÉTÉ INNOVATECH DU SUD DU QUÉBEC</b> .....	<b>13</b>
5.1	Mission .....	13
5.2	Revue de l'exploitation.....	13
<b>6</b>	<b>LA SOCIÉTÉ INNOVATECH QUÉBEC ET CHAUDIÈRE-APPALACHES</b> .....	<b>14</b>
6.1	Mission .....	14
6.2	Revue de l'exploitation.....	14
<b>7</b>	<b>ÉTAT DE LA SITUATION ET PERSPECTIVES D'AVENIR</b> .....	<b>15</b>
<b>8</b>	<b>RECOMMANDATIONS DE LA COMMISSION</b> .....	<b>18</b>

# 1 LE CAPITAL DE RISQUE AU QUÉBEC

## 1.1 Vue d'ensemble

Selon le rapport préparé par Macdonald & Associates Limited pour le compte de Réseau Capital, qui est l'association représentant l'industrie du capital de risque au Québec, les montants investis par l'industrie québécoise du capital de risque au troisième trimestre de 2002 étaient moins élevés que ceux du trimestre précédent<sup>1</sup>. Le capital investi a atteint 167 millions de dollars répartis entre 94 compagnies entre juillet et septembre 2002, soit une baisse de 16% par rapport aux 198 millions de dollars au 2<sup>e</sup> trimestre de 2002, moment où les industries québécoises et canadiennes ont connu leur premier grand ralentissement. Comparativement au troisième trimestre de 2001, les mises de fonds de l'industrie québécoise ont aussi baissé de 33%.

Ces résultats marquent le deuxième trimestre consécutif d'une sérieuse baisse d'activité tant au Québec que dans le reste du Canada depuis que les premiers signes d'affaiblissement du marché se sont manifestés il y a deux ans. Par contre, les activités au Québec s'avèrent plus soutenues que dans l'ensemble du pays, tout au moins sur une base annuelle, puisque, à l'échelle du pays, les capitaux versés ont chuté de 46%, passant de 884 millions de dollars au 3<sup>e</sup> trimestres 2001 à 475 millions de dollars un an plus tard. Les tendances au Québec tout comme ailleurs au Canada sont aussi plus fortes que dans l'industrie américaine, où 4,4 milliards de dollars américains ont été investis au 3<sup>e</sup> trimestre, ce qui représente une baisse de 26 % par rapport aux 6,0 milliards de dollars américains du 2<sup>e</sup> trimestre, et une baisse de 49 % sur les 8,7 milliards de dollars américains d'il y a un an.

C'est à une baisse d'activité dans le secteur des sciences de la vie que l'on doit des taux de capital investi au Québec moins élevés au 3<sup>e</sup> trimestre, bien que le Québec ait continué à attirer la plus grande part des investissements canadiens dans ce secteur, soit 58%. L'industrie a montré un regain d'intérêt pour les entreprises de communications au troisième trimestre, surtout au Québec où ce secteur a reçu 26% des mises de fonds. En outre, les capitaux étrangers destinés à des transactions au Québec ont été considérablement plus nombreux au cours de cette période, pour la première fois depuis le début de 2001.

L'année 2001, quant à elle, a été la deuxième meilleure année pour les investissements en capital de risque au Québec avec des investissements totalisant 956 millions de dollars. Il s'agit toutefois d'une baisse de 32% par rapport à l'année 2000 qui avait donné lieu à des investissements de 1,4 milliard de dollars<sup>2</sup>. Au Québec, 83% des investissements ont été effectués dans le secteur technologique comparativement à 77% en 2000. De plus, 52% du capital de risque investi au Québec en 2001 a servi à soutenir des entreprises au premier stade de développement, comparativement à seulement 40% en 2000.

---

<sup>1</sup> [http://www.reseaucapital.com/Statistiques/Stat2002/QC\\_CR\\_Stat\\_T3\\_2002\\_Fra.pdf](http://www.reseaucapital.com/Statistiques/Stat2002/QC_CR_Stat_T3_2002_Fra.pdf)

<sup>2</sup> *Le Devoir*, 26 février 2002.

Plus de 40% des transactions reliées aux activités de financement au Canada ont été réalisées au Québec en 2001, comparativement à 27% pour l'Ontario. Enfin, le Québec se démarque du reste du Canada en ce qui concerne la place des investisseurs étrangers. Ceux-ci ne sont à l'origine que de 10% du capital de risque investi au Québec, alors que cette proportion est de 34% pour l'ensemble du Canada. Le capital de risque prend plusieurs formes : participation au capital, montages financiers sur mesure, financement des dettes et créances.

Les plus importantes sociétés québécoises de capital de risque sont :

- La Caisse de dépôt et placement du Québec
- La SGF
- Le Fonds de solidarité FTQ
- Les sociétés Innovatech
- GTI Capital

Cependant, comme le montre le tableau suivant, il existe en outre un très grand nombre d'entreprises de tailles diverses qui se consacrent au capital de risque.

## Entreprises de capital de risque au Québec

Entreprises	Investissement Minimum (\$)	Investissement Maximum (\$)
Aéroports de Montréal Capital	ouvert	ouvert
Amisk	750 000	5 000 000
Associés Medtech	ouvert	300 000
At Capital	ouvert	500 000
Banque de développement du Canada	500 000	5 000 000
BCE Capital	500 000	4 000 000
Biocapital	500 000	5 000 000
Capimont	100 000	1 250 000
Capital CDPQ	25 000	
Capital International CDPQ	1 000 000	ouvert
Centre d'aide aux entreprises du Haut-Richelieu	5 000	150 000
Corporation Milestone Medica	50 000	1 000 000
Énergie Capital	250 000	3 000 000
Fondation	250 000	1 250 000
Fonds agroalimentaire et forestier	100 000	1 500 000
Fonds de la culture et des communications	50 000	1 000 000
Fonds d'investissement et de développement de l'emploi dans les quartiers centraux du Québec (FIDE)	15 000	100 000
Fonds de capital de risque Genechem Technologies S.E.C.	500 000	5 000 000
Fonds de développement Emploi-Montréal	50 000	100 000
Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (FTQ)	400 000	100 000 000
Gestion Estrie Capital	100 000	1 000 000
Groupe Forces	6 000	225 000
GTI Capital	100 000	1 200 000
Hydro-Québec Capitech	500 000	6 000 000
Investissements Desjardins	100 000	5 000 000
Investissement Québec	50 000	ouvert
Investissement Blue Ship	500 000	2 000 000
Investissements Novacap	500 000	12 000 000
La société d'investissement du Mouvement Acadien	50 000	200 000
Legir	25 000	100 000
Les Placements Telsoft	1 000 000	6 000 000
MDS Capital (Québec)	1 000 000	12 000 000
Miralta Capital	1 000 000	10 000 000
Pluri-Capital	350 000	10 000 000
Reso Investissement	50 000	450 000
SADC Pabok	ouvert	125 000
SGF Soquia	500 000	ouvert
Société de diversification économique de l'Outaouais	25 000	500 000
Société générale de financement du Québec	10 000 000	ouvert
Société Innovatech du Grand Montréal	250 000	2 500 000
Sofinov, société financière d'innovation	ouvert	ouvert
SOLIDE de la MRC Robert-Cliche	5 000	50 000
T <sup>2</sup> C <sup>2</sup>	300 000	3 000 000
Technocap	500 000	10 000 000
Yorkton Securities	ouvert	ouvert

Source : [www.reseaucapital.com/IndexInv99.html](http://www.reseaucapital.com/IndexInv99.html)

Le gouvernement du Québec offre d'importants crédits d'impôts pour soutenir l'innovation, la veille, la R-D, l'adaptation technologique et le développement de la nouvelle économie. De plus, l'implantation de NASDAQ à Montréal devrait permettre un accès plus facile aux capitaux pour les entreprises de haute technologie.

Les points saillants de l'industrie du capital de risque au Québec en 2001 sont les suivants<sup>3</sup> :

- L'industrie du Québec a déboursé 956 millions de dollars en 2001, ce qui représente une baisse de 32% par rapport à 1,4 milliard de dollars l'année précédente, mais une hausse considérable par rapport aux niveaux de 1999. En tout, 328 sociétés du Québec ont été soutenues par le capital de risque comparativement à 451 en 2000.
- Les tendances constatées au Québec reflètent celles de l'industrie canadienne, où le capital investi a fléchi de 27% par rapport à l'an 2000. Aux États-Unis, la baisse a cependant été encore plus prononcée car, durant la même période, le capital investi par l'industrie américaine est passé de 104,0 milliards de dollars (U.S) en 2000 à 36,5 milliards de dollars, ce qui constitue une diminution de 65%.
- Les activités de l'industrie du capital de risque au Québec représentaient 20% du montant total des versements dans l'ensemble du Canada et 40% des transactions réalisées. Cette situation est attribuable à la taille relativement plus réduite des financements au Québec, la moyenne étant de 2,2 millions de dollars.
- Les entreprises du secteur des sciences de la vie établies au Québec ont connu un regain d'énergie en absorbant le quart des investissements. Le Québec s'est également approprié la plus grosse part des placements dans le secteur des sciences de la vie au Canada.
- Les entreprises du secteur des logiciels ont obtenu 18% du capital investi.
- Les entreprises de communication ont obtenu 13% de tous les versements.
- Les entreprises au stade de démarrage et en début de croissance des secteurs technologiques ont profité d'un soutien remarquable de l'industrie du capital de risque au Québec en attirant 52% du capital investi, par rapport à 40% en l'an 2000. Toutefois, les transactions visant les entreprises en expansion ont perdu du terrain.
- La diversité des groupes d'investisseurs établis au Québec, notamment les fonds de travailleurs, les investisseurs institutionnels, les fonds gouvernementaux et les groupes de sociétés, a été essentielle aux mouvements de capitaux en 2000 et a aidé à compenser l'activité grandement réduite de la part des sources étrangères et extérieures à l'industrie.

---

<sup>3</sup> « Coup d'oeil sur l'industrie du capital de risque au Québec en 2001 », Rapport de Macdonald & Associates pour le compte de Réseau Capital, février 2002.

- La vaste majorité des participants de l'industrie ne s'est pas procuré de nouveaux capitaux en 2001, mais la collecte de capitaux d'une poignée de fonds importants a entraîné des entrées de nouveaux capitaux raisonnablement stables à l'échelle de l'industrie. Les ressources gérées au Québec ont bondi de 8,8 milliards de dollars à 10,7 milliards de dollars, enregistrant une hausse de 21%. Ainsi, le capital sous gestion au Québec représente maintenant 53% de l'ensemble des capitaux canadiens en capital de risque.

## 1.2 Les principales sociétés de capital de risque

- La Caisse de dépôt et placement du Québec (CDP)

Le gestionnaire d'actifs de la Caisse de dépôt et placement (CDP Capital) possède un portefeuille de placements privés de 16,7 milliards de dollars investi dans 867 entreprises<sup>4</sup>. La part consacrée aux placements privés s'élève à 12,6% du portefeuille sous gestion de CDP Capital. Le portefeuille de placements privés de CDP Capital se répartit de la façon suivante :

### Portefeuille de CDP Capital au 31 décembre 2001 en millions de dollars

<b>Sociétés</b>	<b>Nombre</b>	<b>Juste valeur \$</b>
CDP Accès Capital	162	147,0
CDP Capital - Communications	116	3 265,3
CDP Capital d'Amérique	279	5 911,8
CDP Capital -International	85	1 664,4
CDP Montréal Mode Investissements	10	9,5
Montréal Mode International	1	29,4
CDP Capital - Services financiers	74	1 172,8
CDP Sofinov	208	1 581,2
<b>Total consolidé</b>	<b>867</b>	<b>13 781,4</b>
Biens sous gestion		2 941,3
<b>PORTFEUILLE TOTAL SOUS GESTION</b>		<b>16 722,7</b>

Source : CDP Capital, 35<sup>e</sup> survol des activités 2001.

Le secteur des biotechnologies et sciences de la vie a connu une activité soutenue et CDP Capital a donc autorisé des investissements de 171 millions de dollars dans 20 sociétés. Le portefeuille de CDP Sofinov dans les biotechnologies et sciences de la santé, les technologies industrielles, riche de 1,1 milliard de dollars en placements à la fin de 2001, a connu un rendement interne cumulé annualisé de 24,3% depuis sa création en 1995.

Cependant, en 2001, les secteurs des communications, télécommunications et multimédias ont connu une année très difficile, la correction boursière à la baisse observée en 2000 s'étant poursuivie, ce qui s'est répercuté sur l'ensemble de l'industrie.

<sup>4</sup> Les données sur la Caisse de dépôt proviennent de son rapport intitulé « Survol des activités 2001 ».

Pour le dernier exercice, le rendement des portefeuilles de la Caisse de dépôt a été de 4,99%. La CDP souligne cependant que les rendements cumulés pour des périodes de 5, 7, 10 et 35 ans sont respectivement de 7,9%, 10,4%, 9,3% et 9,5%. La CDP signale également que toutes les grandes bourses du monde ont affiché des rendements oscillant entre -12% et -32%.

Le rendement de la Caisse de dépôt a par contre été plus faible que celui de la caisse de retraite des enseignants de l'Ontario à qui elle est souvent comparée. L'Ontario Teachers Pension Plan a obtenu en 2001 un rendement de 2,3%. En 2000, le rendement de la Caisse s'était élevé à 6,2%, alors que celui de Teachers s'était établi à 9,3%<sup>5</sup>. Selon le journal *Les Affaires*, ces résultats s'expliquent entre autres par l'investissement de la Caisse dans Quebecor Media qui a acheté Vidéotron alors que son titre était gonflé par la bulle technologique.

- La Société générale de financement

La Société générale de financement (SGF) est un holding industriel et financier qui offre du capital de développement aux entreprises. Elle a été constituée en vertu de la *Loi sur la Société générale de financement du Québec*. En l'an 2000, la SGF a réalisé des investissements et réinvestissements de plus de 700 millions de dollars ainsi qu'une perte nette de 84 millions de dollars, soit un rendement négatif de 4,1%<sup>6</sup>. La ventilation du bénéfice net consolidé par secteur se résume comme suit :

**Bénéfice net consolidé par secteur**  
(en millions de dollars)

SECTEURS	2001	2000	Écart
Produits forestiers	26,7	56,2	(29,5)
Métaux et minéraux	12,4	29,1	(16,7)
Chimie, pétrochimie, plasturgie et énergie	(24,1)	(8,9)	(15,2)
Agroalimentaire	2,8	4,2	(1,4)
Haute technologie	(57,8)	(2,1)	(55,7)
Santé	(15,5)	(11,7)	(3,8)
Autres secteurs en développement	(17,8)	(2,8)	(15,0)
Sous-total	(73,3)	64,0	(137,3)
Activités corporatives	(10,7)	(15,0)	4,3
<b>Total</b>	<b>(84,0)</b>	<b>49,0</b>	<b>(133,0)</b>

Source : Société générale de financement, *Rapport annuel 2001*, p. 32.

La SGF souligne que l'exercice 2001 a été particulièrement exigeant pour plusieurs sociétés de son portefeuille. Elle attribue la mauvaise performance au ralentissement économique, à d'importantes tendances défavorables dans certains secteurs industriels, à la chute des marchés boursiers et à l'importance relative des capitaux consacrés à des projets en développement.

<sup>5</sup> *Les Affaires*, 9 mars 2002.

<sup>6</sup> Société générale de financement, *Rapport annuel 2001*,  
[http://www.sgfqc.com/fr/portrait/rapp\\_ann/2001/4\\_RA01\\_Etats\\_financier.pdf](http://www.sgfqc.com/fr/portrait/rapp_ann/2001/4_RA01_Etats_financier.pdf)

Elle affirme également qu'en dépit de ces défis, la SGF affiche un taux de rendement moyen de 5,4% pour les cinq dernières années, ce qui est supérieur au coût des fonds de l'actionnaire pendant la même période, qui se sont légèrement améliorés en 2000 par rapport à 1999.

- Le Fonds de solidarité FTQ

Le Fonds de solidarité FTQ, qui a été créé en 1983, compte 536 429 actionnaires. Son actif net est de 4,5 milliards de dollars et les entreprises partenaires sont au nombre de 2 112<sup>7</sup>. Le Fonds de solidarité affirme être la plus importante société de capital de développement dédiée à la PME au Québec. Il comprend 17 fonds régionaux. Dans la poursuite de ses objectifs, le Fonds vise à générer un rendement à long terme stable et raisonnable, par une répartition équilibrée de l'actif entre ses investissements créateurs d'emplois et son portefeuille de placements. Le Fonds de solidarité ainsi que les fonds régionaux, locaux et spécialisés affirment maintenir ou sauvegarder 96 641 emplois au Québec.

Au terme de l'exercice 2001-2002, la valeur de l'action du Fonds se situait à 22,02 \$ et affichait un rendement de -11,4%. Le Fonds de solidarité affirme que le recul important des marchés boursiers a entraîné une perte généralisée de la valeur des actions des entreprises publiques et, par effet d'entraînement, des entreprises privées, au Québec comme partout en Amérique du Nord. Le Fonds a subi les effets de cette baisse qui s'est traduite par une diminution du prix d'émission de son action. Le Fonds demeure néanmoins une institution financière solide, dont l'actif net s'élève à plus de 4,5 milliards de dollars.

Le Fonds de solidarité considère que, dans un contexte particulièrement exigeant, il a démontré sa pertinence comme outil de développement de l'emploi en investissant 512,5 millions de dollars consacrés à 52 nouveaux investissements et 248,6 millions de dollars reliés à 87 réinvestissements. Le Fonds souligne que, grâce à son soutien, des entreprises majeures, comme Transat A.T. inc., ont été en mesure de traverser avec succès une période particulièrement éprouvante, alors que d'autres, comme les Laboratoires Aeterna inc. et Axcan Pharma inc., ont été en mesure de poursuivre leur croissance.

### Investissements de l'exercice 2002 par type de projets (en millions de dollars)

	Nouveaux investissements	Réinvestissements	Total	%
Expansion	54,1	41,8	95,9,1	19
Consolidation	33,0	72,7	105,7	21
Démarrage	148,8	98,5	247,3	48
Fusion/acquisition	14,9	28,2	43,1	8
Autres	13,1	7,4	20,5	4
<b>Total</b>	<b>263,9</b>	<b>248,6</b>	<b>512,5</b>	<b>100</b>

Source : Fonds de solidarité FTQ, *Rapport annuel 2002*, p. 12.

<sup>7</sup> Fonds de solidarité FTQ, *Rapport annuel 2002*.

- GTI Capital

GTI Capital est formé d'un groupe d'investisseurs qui s'est donné pour mission de procurer des rendements élevés aux investisseurs en appuyant le financement et la gestion d'entreprises dans les secteurs des technologies de l'information. GTI Capital dispose de 50 millions \$ pour fin d'investissement dans ces secteurs. GTI Capital est convaincu que les stratégies d'entreprises sont essentielles dans le choix des occasions d'affaires. GTI Capital entend donc investir dans les entreprises qui démontrent un potentiel de croissance important dans les secteurs des communications, du commerce électronique, de la téléphonie et des communications sans-fil.

## **2 LES SOCIÉTÉS INNOVATECH**

### **2.1 Historique des sociétés Innovatech**

Les sociétés Innovatech ont été fondées en 1992. L'objectif premier de leur fondation était d'appuyer le démarrage d'entreprises technologiques. Avec un fonds de 525 millions de dollars, les quatre sociétés s'impliquent dans une variété de projets avec une préférence pour les démarrages et les transferts technologiques et les premières ou deuxièmes rondes de financement<sup>8</sup>. Le portefeuille combiné des sociétés Innovatech compte plus de 200 entreprises dans les secteurs des technologies de l'information, des télécommunications, de la biotechnologie, de la pharmaceutique, de l'industrie aéronautique, de l'optique et des nouveaux matériaux.

Les sociétés Innovatech ont été constituées par quatre lois distinctes sous la responsabilité du ministre de l'Industrie et du Commerce. Les quatre sociétés sont les suivantes :

- ◆ Société Innovatech du Grand Montréal (SIGM)
- ◆ Société Innovatech du Sud du Québec (SISQ)
- ◆ Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches (SIQCA)
- ◆ Société Innovatech Régions ressources (SIRR)

Le comité d'étude sur la comptabilité du gouvernement a recommandé, en mars 1998, que les sociétés Innovatech soient comptabilisées à titre d'entreprises du gouvernement<sup>9</sup>. Le rapport souligne cependant que la structure financière et légale des sociétés Innovatech devra être modifiée afin de les rendre autonomes financièrement. Les sociétés Innovatech sont à présent toutes autonomes financièrement à l'exception de la société Innovatech Régions ressources qui, étant une société plus récente, a reçu une subvention de fonctionnement de 900 000 dollars pour l'année 2000-2001.

---

<sup>8</sup> Site Internet : Innovatech Sociétés d'investissement, [www.innovatechcapital.com/index.html](http://www.innovatechcapital.com/index.html).

<sup>9</sup> *Rapport du Comité d'étude sur la comptabilité du gouvernement*, Gouvernement du Québec, mars 1998.

Cette subvention s'expliquerait par le fait que cette société est toujours en phase de démarrage et que ses coûts de fonctionnement sont assez élevés en raison de l'étendue de son territoire.

Le capital-actions et les ajouts de capital-actions dans les sociétés Innovatech ne sont pas considérés comme des dépenses budgétaires du gouvernement car elles constituent une forme de placement pour lequel des rendements sont anticipés; elles n'affectent donc en rien le déficit gouvernemental.

Le ministre de Finances reconnaissait que les sociétés Innovatech connaissent une réussite remarquable (Documents budgétaires 1998-1999) et que leur assise financière devait être consolidée en les transformant en sociétés à capital-actions. Avec cette transformation, les sociétés devaient disposer de 250 millions de dollars de capital pour investir dans des projets créateurs d'emplois et accélérer le démarrage de PME technologiques.

Du même coup, la clause crépusculaire qui prévoyait la fin de leurs opérations le 31 mars 2000 a été éliminée. Par ailleurs, dans le but d'intensifier leur présence en région, le ministre annonçait la création d'une quatrième société Innovatech dédiée aux régions ressources. Cette société devait disposer d'une dotation initiale de 50 millions de dollars, lui permettant de participer à des projets totalisant 250 millions de dollars.

Les modifications apportées aux sociétés Innovatech devaient leur permettre d'appuyer des projets technologiques représentant des investissements totaux, en partenariat avec le secteur privé, de près de 1,6 milliard de dollars au cours des cinq années suivantes.

La ministre de l'Industrie et du Commerce a récemment adressé un mémoire au Conseil des ministres en vue de modifier les lois régissant les sociétés Innovatech Région ressources et Sud du Québec pour augmenter le capital-actions de 50 millions de dollars à 100 millions de dollars, de façon à permettre à ces sociétés de poursuivre les activités de démarrage et d'appui au développement des entreprises technologiques.

### **3 LA SOCIÉTÉ INNOVATECH DU GRAND MONTRÉAL**

#### **3.1 Mission**

La mission de la société Innovatech du Grand Montréal est de promouvoir et de soutenir les initiatives propres à accroître la capacité d'innovation technologique sur son territoire, qui est le sud-ouest du Québec, et ainsi améliorer la compétitivité et la croissance économique, tout en générant un rendement assurant la continuité de son action.

Pour accomplir cette mission, la Société investit essentiellement dans la croissance des entreprises qui sont en phase de démarrage. Généralement, ces entreprises sont soit en affaires depuis moins de trois ans, soit issues d'une révision d'un plan d'affaires qui en modifie profondément la nature ou résultant d'un essaimage ou d'un transfert technologique, ou enfin au stade de recherche et développement mais possédant un produit éprouvé ou une propriété intellectuelle.

Ces investissements comportent un degré de risque élevé. La Société maintient généralement à long terme ses placements dans les entreprises de son portefeuille, avec sortie envisagée entre trois et huit ans après un premier investissement. La notion de réussite réfère à la capacité des entreprises de croître suffisamment pour permettre le rachat de la participation de la Société ou la réalisation d'un appel public à l'épargne ou pour attirer l'attention d'acheteurs majeurs intéressés à financer la poursuite de son développement.

### 3.2 Revue de l'exploitation

En 2001-2002, la Société a été sollicitée par plus de 575 demandes qualifiées d'investissements (483 en 2000-2001) qui ont été traitées, ce qui représente plus de dix demandes par semaine, une augmentation de près de 20% par rapport à l'exercice précédent et ce, dans un contexte où l'économie était au ralenti<sup>10</sup>. Le conseil d'administration a autorisé 58 projets, dont 32 nouveaux investissements et 26 réinvestissements pour des engagements totalisant 85,7 millions de dollars (2000-2001 : 107,3 millions de dollars) répartis entre les secteurs des sciences de la santé, des technologies de l'information et des télécommunications et des technologies avancées. Ces engagements s'insèrent dans des projets totalisant 361,6 millions de dollars d'investissements (2000-2001 : 695,1 millions de dollars). La Société soutient que ces investissements ont un effet de levier d'investissement de un à quatre.

#### Répartition des engagements de l'exercice entre les investissements et les réinvestissements (en millions de dollars)

	Sciences de la santé		Technologies de l'information et des télécommunications		Technologies avancées		Total par type d'investissement	
	Nbre	M\$	Nbre	M\$	Nbre	M\$	Nbre	M\$
Investissement	8	16,4	15	19,2	9	11,4	32	47,0
Réinvestissement	6	11,4	14	22,0	6	5,3	26	38,7
Total par secteur	14	27,8	29	41,2	15	16,7	58	85,7
Pourcentage total des engagements	24,1	32,4	50,0	48,1	25,9	19,5	100,0	100,0

Source : Société Innovatech du Grand Montréal, *Rapport annuel 2001-2002*, p. 9.

Les frais d'exploitation de la Société s'établissent à 4,1 millions de dollars en 2001-2002, soit un pourcentage de 1,5% de la moyenne de l'actif net. La Société soutient que le ratio de frais d'exploitation qu'elle maintient demeure nettement inférieur à la moyenne de l'industrie du capital de risque.

<sup>10</sup> Société Innovatech du Grand Montréal, *Rapport annuel 2001-2002*.

## RENDEMENT

La Société a mis en place une méthodologie d'évaluation qui permet d'établir la juste valeur du portefeuille sur une base continue. La juste valeur des investissements dans les entreprises, au 31 mars 2002, a été établie à 248,5 millions de dollars, dégageant une plus-value non réalisée de 10,3 millions de dollars. Cependant, pour l'exercice 2001-2002, le taux de rendement interne se situe à -24,7%. La Société estime que ce taux de rendement, qui inclut la variation des plus-values et moins-values non réalisées, se compare aux principaux indices de référence des marchés publics et de l'industrie de capital de risque pour la même période.

La Société considère la création et le maintien d'emplois technologiques comme un facteur important de sa mission et de son intervention. Le nombre d'emplois créés a été de 1 354 (2000-2001 : 904) et au maintien de 1 581 emplois (2000-2001 : 1 329)<sup>11</sup>.

Le tableau suivant répartit la valeur comptable, la juste valeur marchande du portefeuille ainsi que les plus-values non réalisées selon les trois secteurs d'activité de la Société.

	Valeur comptable		Valeur marchande		Plus-values non réalisées	
	2001-2002	2000-2001	2001-2002	2000-2001	2001-2002	2000-2001
Sciences de la santé	96,1	93,5	115,1	128,8	19,0	35,3
Technologies avancées	63,4	63,0	58,3	75,7	(5,1)	12,7
Technologies de l'information et des télécommunications	78,7	77,7	75,1	77,2	(5,1)	12,7
<b>Total</b>	<b>238,2</b>	<b>234,2</b>	<b>248,5</b>	<b>281,7</b>	<b>10,3</b>	<b>47,5</b>

Source : Société Innovatech du Grand Montréal, *Rapport annuel 2001-2002*, p. 13.

La chute des marchés financiers au cours de l'exercice, en particulier du secteur des hautes technologies, a entraîné une baisse marquée des justes valeurs marchandes. Dans le secteur plus spécifique de l'Internet et des télécommunications, Innovatech n'a pas échappé à la vague des fermetures d'entreprises ayant entraîné certaines radiations de sommes investies.

## 4 LA SOCIÉTÉ INNOVATECH RÉGIONS RESSOURCES

### 4.1 Mission

Le gouvernement du Québec a créé en juin 1998 la société Innovatech Régions ressources. La Société intervient financièrement dans les entreprises en utilisant les instruments financiers permettant de bien capitaliser l'entreprise de manière à favoriser son développement.

<sup>11</sup> Ces chiffres sont ceux établis par les entrepreneurs dans leur plan d'affaires.

La Société privilégie les instruments financiers suivants : le capital-action ordinaire, le capital-actions privilégié, les débetures convertibles en actions ordinaires ou les débetures participatives. La mission de la Société est de promouvoir et de soutenir les initiatives propres à accroître la capacité d'innovation technologique sur le territoire des régions qui relèvent de la Société. Ce territoire regroupe les MRC des régions administratives de l'Abitibi-Témiscamingue, du Saguenay—Lac-Saint-Jean, de la Côte-Nord, du Bas-Saint-Laurent, de la Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine ainsi que de municipalités constituées en vertu de la *Loi sur la réorganisation municipale du territoire* que l'on retrouve de manière générale sur le territoire du Nord-du-Québec.

## 4.2 Revue de l'exploitation

Le portefeuille d'investissements se chiffrait à 23,6 millions de dollars au 31 mars 2002 comparativement à 12 millions de dollars à la fin de l'exercice 2001<sup>12</sup>. Le portefeuille de la Société a donc doublé. En incluant les engagements non déboursés, les autorisations d'investissement au 31 mars 2002 se chiffraient à près de 41 millions de dollars. L'actif de la Société se chiffrait à 38,8 millions de dollars, en hausse de 12,3 millions de dollars par rapport à l'année précédente. La Société a terminé l'année avec un bénéfice de 338 894 dollars. Ce bénéfice tient compte uniquement des provisions pour moins-values et non pas des plus-values estimées sur certains investissements. Au 31 mars 2002, les provisions pour moins-values durables et pour prêts douteux représentaient 7% de la valeur du portefeuille.

Le tableau suivant montre la répartition des engagements régionaux de la Société :

**Innovatech Régions ressources**  
**Répartition des engagements (déboursés ou non) par région**  
**Au 31 mars 2002**

	2001-2002		Depuis le début	
	\$	Nb	\$	Nb
01-Bas Saint-Laurent	3 651 575	10	8 538 475	22
02-Saguenay-Lac-Saint-Jean	7 500 000	8	13 581 428	20
08-Abitibi-Témiscamingue	6 225 000	11	9 700 000	22
09-Côte-Nord	4 600 000	4	5 755 000	7
11-Gaspésie-IDLM	2 000 000	2	3 118 683	8
<b>Total</b>	<b>23 976 575</b>	<b>35</b>	<b>40 693 586</b>	<b>79</b>

Source : Société Innovatech Régions ressources, *Rapport annuel 2001-2002*.

La Société affirme qu'elle s'efforce d'être présente sur la totalité de son territoire. À cette fin, elle développe des relations étroites avec les intervenants du milieu pour être à l'affût des projets en émergence et appuyer, le cas échéant, le montage financier, l'analyse technologique et l'orientation de l'entreprise.

<sup>12</sup> Société Innovatech Régions ressources, *Rapport annuel 2001-2002*.

## 5 La Société Innovatech du Sud du Québec

### 5.1 Mission

La société Innovatech du Sud du Québec est une société de capital de risque en innovation technologique. Orientée vers le prédémarrage, le démarrage et la croissance d'entreprises ayant un fort potentiel de croissance, la Société intervient sur les territoires de 12 MRC de l'Estrie, de la Montérégie et des Bois-Francs. La Société a été créée en 1995 par le gouvernement du Québec<sup>13</sup>.

### 5.2 Revue de l'exploitation

Durant l'exercice financier 2001-2002, la société Innovatech du Sud du Québec a reçu et analysé 54 demandes d'investissement. Le conseil d'administration a autorisé 17 engagements pour un montant total de 12 723 750 \$ répartis dans trois secteurs, tel que décrit dans le tableau qui suit :

#### Répartition des engagements par secteur

	Sciences de la santé		Technologies de l'information		Technologies industrielles		Total	
	Nb	\$	Nb	\$	Nb	\$	Nb	\$
Investissements	3	2 300 000	3	5 508 750	6	1 725 000	12	9 533 750
Réinvestissements	2	320 000	0	-	3	2 870 000	5	3 190 000
<b>Total par secteur</b>	<b>5</b>	<b>2 620 000</b>	<b>3</b>	<b>5 508 750</b>	<b>9</b>	<b>4 595 000</b>	<b>17</b>	<b>12 723 750</b>

Source : Innovatech du sud du Québec, *Rapport annuel 2001-2002*.

La forte répartition en capital-actions (71,2%) au 31 mars 2002 démontre de manière évidente l'engagement de la Société en matière de capital de risque. La Société soutient que cette forme de financement s'inscrit pleinement dans sa mission, puisque le capital-actions présente l'avantage de permettre à l'entreprise en démarrage de limiter les remboursements de capital et de frais d'intérêts. La répartition des investissements par MRC se traduit de la façon suivante :

#### Répartition des investissements par MRC

	Arthabaska	Brome-Missisquoi	Drummond	Haut-Saint-François	Haute-Yamaska	Val-St-François	Memphrémagog	Ville de Sherbrooke
<b>Total</b>	<b>1 819 198 \$</b>	<b>-</b>	<b>851 834 \$</b>	<b>851 834 \$</b>	<b>4 959 948 \$</b>	<b>160 000 \$</b>	<b>250 000 \$</b>	<b>18 643 712 \$</b>
%	6,8%		3,2%		18,6%	0,6%	0,9%	69,9%
Nbre	1	2	2	1	7	1	1	12
%	3,70%	7,41%	7,41%	3,70%	25,93%	3,70%	3,70%	44,45%
Secteurs	Information	Industriel	Santé Industriel	Santé	Industriel Information Santé	Industriel	Santé	Santé Industriel Information

Source : Société Innovatech du sud du Québec, *Rapport annuel 2001-2002*.

<sup>13</sup> Innovatech du sud du Québec, *Rapport annuel 2001-2002*.

## **6 La Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches**

### **6.1 Mission**

La mission première de la société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches, dont les activités ont débuté en 1994, est la promotion et le soutien d'initiatives technologiques. Le fonds social de la Société est passé en juin 2001 de 75 millions de dollars à 150 millions de dollars. Avec ces nouveaux fonds, la Société entend poursuivre sa mission en continuant d'investir dynamiquement dans la création et le développement d'entreprises technologiques fortes, rentables et concurrentielles sur son territoire.

Les investissements de la Société se répartissent en trois secteurs d'activité, soit : les technologies de l'information et télécommunication, les biotechnologies et sciences de la vie ainsi que les technologies industrielles, ce dernier secteur incluant notamment les nouveaux matériaux, procédés et produits (machinerie, équipement et instrumentation). Chacun de ces secteurs est couvert par des spécialistes du domaine.

### **6.2 Revue de l'exploitation**

Depuis le début de ses activités en janvier 1994, la société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches a investi 115,6 millions de dollars dans 131 initiatives. Ces participations se sont effectuées dans le cadre d'investissements totalisant 638 millions de dollars et ont contribué au maintien et à la création de 2 606 emplois<sup>14</sup>. Au chapitre de la création d'emplois, ces données proviennent d'évaluations fournies par les entreprises concernées.

Au cours de l'exercice 2001-2002, l'actif total de la Société est passé de 62,5 millions de dollars à 81,2 millions de dollars. Quinze nouveaux dossiers se sont ajoutés, 2 dispositions ont été réalisées et 5 placements radiés, portant conséquemment le total des dossiers actifs à 94, dont 18 investis dans le cadre du Programme de valorisation de la recherche. Au 31 mars 2002, la valeur comptable du portefeuille était de 73,5 millions de dollars alors que sa valeur marchande s'élevait à 87,6 millions de dollars. Concurrentement, le taux de rendement interne obtenu sur les activités d'investissement depuis le début de la Société était de 1,27%.

---

<sup>14</sup> Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches, *Rapport annuel 2001-2002*.

**Indicateurs financiers**  
**Société Innovatech Québec-Appalaches**  
(en \$)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Valeur comptable du portefeuille	2 538 283	10 498 089	18 547 268	28 271 250	37 424 266	40 404 514	56 117 409	73 456 000
Juste valeur marchande de portefeuille	2 538 283	10 498 089	18 547 268	29 464 800	39 530 200	55 992 332	66 880 232	87 622 000
Actif total	5 155 759	15 243 386	22 598 281	35 556 771	43 400 271	57 668 171	62 488 112	81 248 000
Avoir de l'actionnaire	2 937 527	11 310 104	15 326 807	14 843 096	42 940 818	57 564 565	61 941 557	81 089 000
Bénéfices non répartis (déficit)	412 526	715 103	904 807	421 096	(3 442 278)	2 181 469	(4 441 539)	(13 94 000)

Source : Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches, *Rapport annuel 2001-2002*.

La Société détient des investissements dans trois grands secteurs : les technologies de l'information et télécommunications (48%), les biotechnologies et sciences de la vie (29%) et les technologies industrielles (23%). La Société est présente sur l'ensemble de son territoire. Au 31 mars 2002, 75,3% de ses investissements se situent dans la grande région de Québec. La présence de nombreux centres de recherche dans la région de Québec explique principalement cette concentration. Les investissements de la Société se répartissent ainsi :

**Répartition des investissements de la Société**

	Pour l'exercice 2001-2002		Au 31 mars 2002	
	\$	%	\$	%
Capital-action ordinaire	15 219 353	53,0	50 536 069	56,9
Titres convertibles en capital-action ordinaire	12 313 626	42,9	25 260 920	28,5
Titres non convertibles	385 025	1,3	9 688 887	10,9
Valorisation de la recherche	808 139	2,8	3 273 535	3,7
Bons de souscription	0	0,0	0	0,0
<b>Total</b>	<b>28 726 143</b>	<b>100,0</b>	<b>88 759 395</b>	<b>100,0</b>

## 7 État de la situation et perspectives d'avenir

Le ministère des Finances du Québec a mandaté le groupe Mallette Maheu pour réaliser une étude sur le fonctionnement du marché du financement des entreprises technologiques. Le mandat confié à Mallette Maheu consistait à cerner les principaux enjeux dans le financement des entreprises et à faire des recommandations pour réagir aux problématiques identifiées.

Dans son rapport présenté en 1998<sup>15</sup>, le groupe Mallette Maheu fait un état de la situation du capital de risque au Québec. Il note qu'à la fin de 1996, le capital de risque sous gestion au Québec était évalué à 3,2 milliards de dollars (7,1 milliards de dollars au Canada) comparativement à 2,7 milliards de dollars l'année précédente. Le poids relatif du Québec sur celui du Canada représentait donc un ratio de 45%. Il notait également que les fonds de travailleurs accaparaient une part de 58% du total sous gestion, alors que le gouvernement ou des sources gouvernementales géraient, quant à eux, environ 11% du total. Ces données indiquaient donc que la grande majorité des portefeuilles de placements au Québec (près de 70%) et au Canada (60%) en 1996 étaient gérés par des organismes paragouvernementaux ou des fonds de travailleurs et que leur part de marché continuait de croître par rapport aux années précédentes.

Par ailleurs, des études ont constaté une certaine concentration des liquidités entre les mains d'un nombre réduit de sociétés de capital pour le financement technologique. Selon M. Guy Ouimet<sup>16</sup>, la grande présence de fonds de travailleurs et de fonds de source gouvernementale (environ 75% des liquidités dans le domaine technologique) fait en sorte que le coût de capital serait inférieur au Québec qu'ailleurs et viendrait réduire la participation des investisseurs privés. Cette situation pourrait également faire en sorte qu'il serait plus difficile de poursuivre la recherche de financement dans l'éventualité d'un refus, l'information étant partagée par tous.

Plusieurs études suggèrent qu'il ne faudrait pas accorder une trop grande importance à la haute technologie. Ouimet souligne que le capital de risque québécois néglige les domaines de la privatisation des propriétés gouvernementales, de l'investissement lourd, du tourisme et des services.

Les principales recommandations de l'étude de Mallette Maheu étaient les suivantes :

- Améliorer la qualité et l'attrait des projets existants et améliorer l'encadrement de façon à ce que les projets qui offrent des perspectives de rendement modéré puissent atteindre un niveau supérieur;
- Encourager la phase de précommercialisation par la création d'un fonds mutuel d'investissements technologiques doté d'avantages fiscaux;
- Accroître l'aide à la commercialisation internationale en accordant notamment une aide financière au réseautage international et en favorisant le développement des compétences en commerce international de personnel des firmes de financement;
- Créer un climat favorable à l'investissement et à l'entrepreneuriat au Québec en mettant en place notamment un programme de sensibilisation à l'entrepreneuriat technologique.

---

<sup>15</sup> Groupe Mallette Maheu Services-Conseils, *Étude sur le financement des entreprises technologiques*, 1998.

<sup>16</sup> Guy Ouimet, *L'adéquation de l'offre et de la demande de capital de risque au Québec*, 1996.

En conclusion l'étude note que l'industrie du financement des entreprises et celle du capital de risque évoluent de façon rapide et en réaction aux éléments qui modifient leur environnement. Les marchés extérieurs, principalement américains, créent une pression compétitive. L'espérance de profits est maintenant plus souvent rattachée à l'équipe de direction qu'à la nature même de l'entreprise.

La formation et l'encadrement des porteurs de projets est un facteur essentiel au développement à long terme. La sensibilité aux notions économiques et scientifiques doit débiter dès le primaire.

Certains commentateurs estiment que le Québec, par manque de ressources financières, est en train de perdre la place de choix qu'il s'est taillée au milieu des années quatre-vingt-dix. Ainsi, la moyenne des financements en 2001 a été de 12 millions de dollars aux États-Unis, de 3,9 millions de dollars au Canada et de 3,4 millions de dollars au Québec<sup>17</sup>. Dans le secteur des biotechnologies, par exemple, le Québec s'occuperait bien de ses jeunes pousses, mais la situation serait moins aisée pour les deuxièmes et troisièmes rondes de financement, une fois terminée la phase de démarrage. Bertrand Bolduc, président de BioQuébec, croit qu'il faut réagir au fait que la compétition à l'échelle internationale est féroce pour attirer les biotechnologies et qu'il faudra que l'industrie, les gouvernements et les firmes de capital se regroupent pour trouver des solutions.

Cependant, selon la revue PME, le capital de risque se trouve en abondance au Québec, qui compte pour quelque 40% de ce marché au Canada<sup>18</sup>. Le plus délicat pour l'entrepreneur est de trouver du capital de risque adapté à ses besoins. L'entrepreneur doit trouver une société qui pourra pallier les faiblesses de son équipe de gestion par ses compétences internes et son réseau de contacts.

M. Bernard Coupal, président de T<sup>2</sup>C<sup>2</sup>, affirme que les besoins en capital de risque ont évolué depuis quatre ans. La période pendant laquelle les entreprises de services financiers soutiennent les nouvelles entreprises se prolonge au-delà des neuf à douze mois initiaux. Les investisseurs de capital de risque demandent de plus en plus aux sociétés dans lesquelles ils vont investir d'atteindre un degré de maturité plus élevé. Il y a de plus en plus de demande de capital de risque pour soutenir le développement des marchés à l'exportation, ce qui ne donne pas nécessairement des résultats rapides.

Dans l'ensemble de l'industrie du capital de risque, les fonds sont en continuelle progression au Québec, tandis que le nombre des projets financés reste à peu près constant d'année en année. C'est en Ontario, où il y a proportionnellement moins de capital de risque disponible, que se font maintenant les plus gros investissements. Les sociétés de capital de risque américaines y sont en effet plus actives qu'au Québec.

---

<sup>17</sup> *Les Affaires*, 9 mars 2002, p. 74.

<sup>18</sup> *Magazine PME*, novembre 2000, p. 18.

Enfin, certains analystes signalent que les approches économiques traditionnelles ont insisté sur les externalités des innovations pour suggérer des participations gouvernementales<sup>19</sup>. Il ne semble pas que la seule cause du non-développement des entreprises innovatrices ait été l'absence de capitaux, mais également l'accessibilité de ceux-ci, d'où l'importance du rôle d'intermédiaire que jouent les sociétés de capital de risque. Les entreprises de capital de risque sont des intermédiaires financiers qui investissent en exigeant peu de garanties dans des projets de démarrage et de développement, en prenant une participation importante dans le contrôle des entreprises (actions et débetures).

## **8 Recommandations de la Commission**

### Le marché privé

Au Québec, le capital de risque provient essentiellement de sources institutionnelles, des fonds de travailleurs et des fonds gouvernementaux. Seule une très faible partie provient de capitaux privés et de sources étrangères. Selon Réseau capital, pour l'année 2002, la proportion des investissements par des fonds étrangers au Québec serait de 7,5%.

La Commission croit que l'investissement privé devrait occuper une plus grande place dans le capital de risque au Québec. La mise en place de sociétés mixtes pourrait permettre de faire évoluer l'industrie vers une approche davantage orientée sur le monde des affaires. La société Innovatech Grand Montréal, en raison de l'ampleur et de la diversité de ses investissements, serait, des quatre sociétés Innovatech, celle qui serait le plus en mesure d'effectuer un virage vers le capital privé. En se tournant vers des partenaires privés, la société Innovatech Grand Montréal serait en mesure d'augmenter le capital dont elle dispose, de diversifier son portefeuille d'investissements et de poursuivre le développement de nouvelles technologies prometteuses.

**Les membres de la Commission recommandent au gouvernement de modifier la *Loi sur la Société Innovatech Grand Montréal* afin de permettre à cette société d'aller chercher jusqu'à concurrence de 50% de son capital sur le marché privé.**

### Collaboration entre sociétés

Il est apparu, au cours des auditions, que les quatre sociétés Innovatech ont tendance à travailler isolément les unes des autres, alors qu'une plus grande collaboration entre elles serait souhaitable. Une façon d'accroître la synergie entre les sociétés Innovatech serait de permettre qu'une partie de leur portefeuille soit investie dans d'autres régions que celle circonscrite dans leur mandat respectif.

<sup>19</sup> Georges Dionne, *Capital de risque et innovations technologiques : Remarques et questions*, 1997.

**La Commission recommande qu'obligation soit faite aux sociétés Innovatech (Innovatech Grand Montréal, Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches, Innovatech Régions ressources, Innovatech Sud du Québec) de collaborer aux plans technique, financier et scientifique à la réalisation de démarrage et de croissance de projets et qu'en conséquence, jusqu'à 20% de leur portefeuille soit réservé à des investissements dans d'autres régions que la leur, afin de favoriser une plus grande synergie.**

#### Diversification de portefeuille

La perception de la Commission est que les investissements de la société Innovatech Sud du Québec sont effectués très en amont dans le processus du développement technologique. À l'heure actuelle, elle se concentre presque exclusivement sur des projets en phase de prédémarrage et sur la recherche appliquée. La Commission, bien que comprenant les circonstances historiques qui ont amené la création de cette société, croit qu'il serait important qu'elle diversifie son portefeuille en faisant appel à des projets industriels à des stades plus avancés de développement. De plus, Innovatech Sud du Québec devrait consacrer des efforts additionnels au déploiement de ses activités sur tout son territoire, en particulier dans les régions de Granby et Drummondville, qui sont des centres industriels en pleine croissance.

**La Commission recommande que la société Innovatech Sud du Québec diversifie son portefeuille, notamment dans le domaine industriel, et, de plus, que son conseil d'administration s'enrichisse d'administrateurs chevronnés.**

#### Bilan d'activités

Les résultats présentés par la société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches semblent démontrer des problèmes importants au niveau des rendements. Il est clair que des résultats intéressants dans le domaine de la photonique révèlent des succès encourageants, mais dans les autres secteurs les résultats sont plutôt vagues. De plus, l'implication de la société dans le secteur industriel semble très limitée.

**La Commission recommande que la société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches élargisse son intervention au secteur industriel en périphérie et fournisse, dans son rapport annuel, un bilan plus détaillé permettant de mieux évaluer le résultat de ses activités.**

#### Nouveaux pôles de développement

La Commission a été impressionnée par la performance de la société Innovatech Régions ressources, compte tenu de l'ampleur de son territoire, du contexte

économique et de sa jeunesse. Or, l'étendue de son territoire présente également des difficultés d'ordre financier et logistique, surtout pour ce qui a trait au suivi de dossiers. De plus, la société travaille dans des secteurs qui présentent une certaine maturité dans leur niveau de développement. Il serait intéressant qu'elle identifie de nouveaux secteurs à fort potentiel de croissance, qui pourraient servir de nouveaux pôles de développement économique des régions.

**La Commission recommande que la société Innovatech Régions ressources identifie au moins un secteur de pointe à fort potentiel de développement qu'elle pourrait soutenir de façon particulière et qu'elle consacre des ressources financières à cette fin.**